



PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF CUBA TO THE UNITED NATIONS
315 Lexington Avenue ♦ New York ♦ N.Y. 10016 ♦ (212) 689-7215 ♦ FAX (212) 689-9073

**INTERVENTION DE SON EXCELLENCE M. FELIPE PÉREZ ROQUE,
MINISTRE DES RELATIONS EXTERIEURES DE CUBA
LORS DE LA 62^{ème} SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES
LE 26 SEPTEMBRE 2007, NUEVA YORK.**

M. le Président,

Jamais les dangers réels qui menacent l'espèce humaine n'ont été aussi évidents; jamais les violations du droit international qui mettent de plus en plus en danger la paix et la sécurité internationales n'ont été aussi évidentes; jamais l'inégalité et l'exclusion qui frappent plus des deux tiers de la population de notre planète n'ont été aussi évidentes.

Mettre fin au gaspillage et à la fièvre consumériste que promeuvent les grandes sociétés et les groupes de pouvoir d'un petit groupe de pays développés - qui vivent dans l'opulence en contrepartie de la perpétuation de la pauvreté et du sous-développement dans une vaste périphérie de pays pauvres dans lesquels des milliards de personnes vivent mal - est devenu un objectif crucial pour la survie de l'humanité. La réunion de haut niveau de cette Assemblée qui s'est tenue il y a seulement deux jours a montré clairement le danger que représente le réchauffement global accéléré dont nous souffrons déjà et son incidence sur le changement climatique. Il faut agir, et agir rapidement, les pays développés ayant le devoir moral et la responsabilité historique de donner l'exemple et d'être à la tête de ce mouvement.

Par ailleurs, plusieurs de nos pays, toujours du Sud, continuent à être victimes d'inadmissibles actes d'agression de la part des puissants de toujours, motivés, essentiellement, par un appétit insatiable pour les ressources stratégiques. Les guerres de conquête et la proclamation et l'application de doctrines basées sur la guerre préventive - qui n'excluent cependant pas l'utilisation de l'arme nucléaire, y compris contre des Etats qui ne la possède pas, et l'utilisation de prétextes tels que le supposé combat contre le terrorisme, la prétendue promotion de la démocratie ou ledit changement de régime dans des pays unilatéralement qualifiés de voyous - constituent aujourd'hui la plus grave menace pour la paix et la sécurité dans le monde.

L'agression et l'occupation illégale de pays, l'intervention militaire et contraire au droit international et aux buts et principes de la Charte de Nations Unies, le bombardement de populations civiles et la torture sont toujours des pratiques quotidiennes. Sous le couvert de la démocratie et de la liberté, on essaie de consacrer le pillage des ressources naturelles du Tiers monde et de contrôler des zones d'une importance géostratégique croissante. Voilà le projet de domination impériale que tente d'imposer

par le fer et par le feu la superpuissance militaire la plus importante que l'humanité ait connue.

Au lieu de respecter, dans les relations internationales, les principes de solidarité, de conquête de la justice, d'égalité et de développement pour tous, on continue à appliquer, sans aucune pudeur, les pratiques consistant à attribuer des certificats de bonne conduite à certains pays, à imposer unilatéralement des blocus, à menacer d'agression, à exercer le chantage et à exercer des pressions.

Lorsqu'un petit pays défend son droit à l'indépendance, on l'accuse d'être un Etat voyou, lorsqu'une puissance agresse un pays, on dit qu'elle « le libère ». Une personne qui lutte contre l'agression étrangère est un terroriste, un soldat agresseur est un « combattant pour la liberté ». C'est la guerre médiatique, le travestissement de la vérité. La tyrannie de la pensée unique dans un monde globalisé.

Au lieu d'avancer vers le désarmement général et complet, y compris le désarmement nucléaire, – qui a constitué depuis des décennies une des demandes permanentes du Mouvement des pays non alignés -, on encourage la course aux armements et le gaspillage de ressources importantes dans l'achat de nouvelles armes et systèmes d'armements - ressources dont le monde aurait besoin pour atténuer les effets du changement climatique et pour faire face aux problèmes gravissimes résultant de la pauvreté et de l'exclusion.

On essaie d'empêcher, de manière sélective et sur la base de critères politiques, l'application du principe, déjà inscrit dans le Traité de non prolifération nucléaire, selon lequel les Etats ont le droit de développer l'énergie nucléaire à des fins pacifiques. On menace de guerre et de destruction certains pays alors que l'on permet à d'autres de disposer de centaines d'armes nucléaires et qu'on les aide continuellement à les moderniser.

Combien de temps devra-t-il s'écouler et combien de nouvelles victimes devront périr avant que les faucons internationaux de la guerre comprennent que les armes ne servent pas à résoudre les graves problèmes que connaît l'humanité.

Un jour comme aujourd'hui, il n'est pas inutile de rappeler les mots prononcés par le président Fidel Castro devant cette Assemblée générale en octobre 1979.

« Disons adieu aux armes et consacrons-nous comme des personnes civilisées aux problèmes les plus écrasants de notre époque. Voilà la responsabilité et le devoir le plus sacré de tous les hommes d'Etat du monde. C'est en outre la prémisse indispensable de la survie de l'humanité ».

Monsieur le Président,

On ne se dirige pas aujourd'hui vers l'accomplissement des Objectifs du Millénaire et des objectifs fixés par les décisions des grandes conférences des Nations Unies qui ont eu lieu au cours de la dernière décennie.

La pauvreté ne diminue pas. L'inégalité entre les pays et à l'intérieur des pays s'accroît.

1 100 000 000 de personnes n'ont pas accès à l'eau potable, 2 600 000 000 de personnes n'ont pas accès aux services d'assainissement, plus de 800 millions de personnes sont analphabètes, 115 millions d'enfants en âge d'être scolarisés dans le primaire ne vont pas à l'école et 850 millions de personnes souffrent de la faim. 1 % des personnes les plus riches du monde possèdent 40 % de la richesse alors que 50 % de la population mondiale dispose d'à peine 1 % de la richesse. Tout ceci se passe dans un monde où l'on dépense un billion en armes et un autre en publicité.

Les personnes qui vivent dans les pays développés – qui comptent près d'un milliard d'habitants – consomment environ la moitié de l'énergie primaire totale alors que deux milliards de pauvres ne connaissent pas encore l'électricité.

Est-ce là le monde qu'ils veulent nous faire accepter ? Est-ce là l'avenir auquel nous devons nous conformer ? Ou alors reconnaît-on notre droit à lutter pour changer cet état des choses ? Devons-nous ou non lutter pour l'avènement d'un monde meilleur ?

Pourquoi des sommes aussi colossales sont-elles gaspillées dans l'industrie de mort et ne sont-elles pas utilisées pour sauver des vies ? Pourquoi ne construit-on pas des écoles au lieu de construire des sous-marins nucléaires, et des hôpitaux au lieu de bombes « intelligentes » ? Pourquoi ne produit-on pas des vaccins au lieu de véhicules blindés et davantage d'aliments au lieu de davantage de bombardiers ? Pourquoi n'encourage-t-on pas les recherches contre le SIDA, la malaria et la tuberculose au lieu de fabriquer des boucliers anti-missiles ? Pourquoi ne livre-t-on pas une guerre contre la pauvreté au lieu de livrer une guerre contre les pauvres ?

Bien que l'on n'ait besoin que de 150 milliards pour atteindre les Objectifs du Millénaire, on affirme hypocritement que l'on ne sait pas où trouver les moyens financiers nécessaires. Mensonge ! L'argent est là, ce qui manque c'est la volonté politique, le sens éthique et l'engagement réel de ceux qui doivent prendre les décisions.

Si l'on veut vraiment trouver l'argent :

Que l'on respecte enfin l'engagement de consacrer 0,7% du PIB à l'aide officielle au développement. Ceci représenterait plus de 141 milliards supplémentaires. Comble de l'hypocrisie, les pays donateurs comptabilisent les sommes versées au titre de la dette car ils savent qu'ils ne pourront jamais en obtenir le remboursement afin de gonfler artificiellement leurs contributions.

Que l'on annule la dette externe que nos pays ont payé déjà plus d'une fois. Ceci permettrait de consacrer au développement les 400 milliards et quelques de dollars qui sont consacrés au service d'une dette qui ne cesse d'augmenter.

Que l'on conclut le cycle de négociations de Doha pour le développement et que l'on supprime les 300 milliards de subsides agricoles des pays développés. Cela permettra de consacrer cet argent à combattre la pauvreté rurale et l'insécurité alimentaire et à garantir des prix justes pour les produits d'exportation en provenance des pays développés.

Que l'on reconnaisse notre droit au développement. Que l'on garantisse notre droit d'avoir accès aux marchés, aux brevets et aux technologies qui, aujourd'hui, sont le monopole exclusif des puissants. Que l'on aide nos pays à former des professionnels et des scientifiques et que l'on cesse de nous voler nos talents.

Les pays non alignés n'ont pas besoin qu'on leur fasse l'aumône, ils ont besoin et exigent la justice.

Que l'on respecte notre droit à la diversité culturelle et à la préservation de notre patrimoine, de nos symboles et de nos caractéristiques particulières. C'est la demande que les pays non alignés viennent de faire unanimement lors de leur réunion ministérielle sur les droits de l'homme et la diversité culturelle qui a eu lieu à Téhéran.

Monsieur le Président,

Les pays non alignés veulent une Organisation des Nations Unies plus démocratique et transparente, qui tienne réellement compte des décisions de l'Assemblée générale, leur organe le plus représentatif et démocratique.

Nous avons besoin d'une Organisation des Nations Unies doté d'un Conseil de sécurité réformé, qui agisse dans le cadre du mandat que lui confère la Charte constitutive de l'Organisation sans empiéter sur les fonctions et les prérogatives d'autres organes du système. Un Conseil de sécurité à la composition élargie, représentative de la composition actuelle des Nations Unies où les pays en développement sont majoritaires. Un Conseil de sécurité dont les méthodes de travail soient radicalement modifiées afin d'assurer la transparence et la participation de tous les Etats membres à ses travaux.

Nous défendons une Organisation des Nations Unies où le multilatéralisme et les solutions adoptées d'un commun accord dans le respect le plus absolu de la Charte constituent la seule voie permettant d'aborder et de résoudre les problèmes actuels.

Nous avons besoin d'un Conseil des droits de l'homme qui empêche que ne se répètent les graves erreurs commises par l'ancienne Commission des droits de l'homme. Un Conseil qui consacre dans la pratique le principe selon lequel les droits de l'homme sont universels, indivisibles et interdépendants. Un Conseil qui mette fin à la sélectivité et à la pratique du deux poids, deux mesures. Les pays non alignés s'opposeront fermement aux machinations retorses de certains puissants qui, frustrés de n'avoir pu atteindre leurs objectifs, prétendent maintenant rouvrir le dossier de la difficile construction institutionnelle du Conseil et la remettre en cause.

Les pays non alignés n'hésiteront pas à défendre les principes sur lesquels a été fondé le Mouvement, principes qui sont similaires à ceux de cette Organisation. Nous encouragerons entre les Etats des relations d'amitié basées sur le respect des principes de souveraineté, d'égalité des droits et de libre détermination des peuples.

Nous continuerons à défendre les droits de l'héroïque peuple palestinien. Son droit de devenir un Etat ayant Jérusalem-Est comme capitale. Nous continuerons à condamner le génocide dont il est victime.

Nous continuerons à réclamer le droit du peuple de Porto Rico à la souveraineté et à l'indépendance.

Les pays non alignés représentent presque les deux tiers des membres des Nations Unies. Nos revendications ne pourront pas être ignorées, tout comme nos intérêts. Nous resterons unis et nous nous soutiendrons mutuellement dans la défense de nos droits. Nous ferons en sorte que notre voix soit entendue.

M. le Président,

Voilà que mon allocution en tant que Président du Mouvement des pays non alignés devrait s'arrêter là. Cependant, le comportement scandaleux et grossier du Président des Etats-Unis, hier matin dans cette salle, m'oblige à prononcer maintenant quelques mots au nom de Cuba.

A l'aide d'un langage grossier et d'un ton arrogant, le Président Bush a insulté et menacé une dizaine de pays. Il a donné des ordres à l'Assemblée Générale d'une manière autoritaire et ferme. Il a également jugé une vingtaine de pays, faisant preuve d'une arrogance jamais constatée dans cette salle.

Ce fut un spectacle offensif. Le *delirium tremens* du gendarme mondial. L'ivresse du pouvoir impérial, accompagnée de la médiocrité et du cynisme propres à ceux qui menacent avec des guerres où ils ne risqueront pas leurs vies.

Le Président des Etats-Unis n'a pas le droit de juger aucune nation souveraine de cette planète. Posséder des armes nucléaires puissantes n'accorde aucun droit sur les droits des peuples des autres 191 pays ici représentés.

Il ne faut d'ailleurs pas sous-estimer la détermination et le courage des peuples à l'heure de défendre leurs droits! En fin de compte, les idées justes que l'on défend valent plus que la puissance des canons. Le Président, provocateur et menaçant, aurait dû le savoir depuis longtemps.

Il faut respecter l'égalité souveraine des Etats au lieu d'exiger « un changement de régime ». Il faut respecter la souveraineté au lieu d'exiger une attestation unilatérale de bon comportement. Il faut respecter le Droit international au lieu d'imposer un blocus ou une guerre illégitime.

Le Président Bush a parlé de la démocratie, mais nous savons qu'il ment. Il a pris le pouvoir grâce à la fraude et les mensonges. Au lieu de l'écouter hier, nous aurions préféré d'entendre une allocution du Président Albert Gore, à propos du changement climatique et des risques qu'il représente pour notre espèce. En outre, nous tenons à rappeler qu'il a soutenu, sans ambages, le coup d'Etat perpétré contre le Président et la Constitution du Venezuela.

Il a parlé de paix, mais nous savons qu'il ment. Nous nous rappelons très bien des menaces qu'il a lancé contre plus de 60 pays qu'il a traité de « recoins obscurs de la planète » Des menaces visant à les effacer de la planète moyennant des attaques préventives et inattendues. Bush est un guerrier particulier car, depuis l'arrière-garde, il envoie les jeunes de son pays tuer et mourir à des milliers de kilomètres de leurs côtes.

Il a parlé des droits de l'homme, mais nous savons qu'il ment. Il est le plus grand responsable de la mort de 600 mille civils en Iraq. Il a autorisé les tortures à la Base naval de Guantánamo et à Abu Ghraib. Il est le complice de l'enlèvement et de la disparition de personnes, de vols secrets et de prisons clandestines.

Il a parlé de la lutte contre le terrorisme, mais nous savons qu'il ment. Il a garanti l'impunité des groupes terroristes les plus détestables qui, depuis Miami, ont tramé des actes terroristes contre le peuple cubain.

Le Président Bush a fortement critiqué le nouveau Conseil des Droits de l'Homme. Il saigne ; il rumine son impuissance. La honte le martyrise car, alors que Président des Etats-Unis, son pays n'a pas eu la moindre opportunité d'en devenir membre, et ce à cause du vote secret. Cuba, par contre, a été élu membre fondateur avec plus de deux tiers des voix.

Il a parlé de la coopération, du développement et de la prospérité pour le reste du monde, mais nous savons qu'il ment. Il est devenu le politicien le plus égoïste et le plus irresponsable que l'on n'ait jamais connu. Dans un monde où 10 millions d'enfants de moins de 5 ans vont mourir à cause des maladies qui peuvent être prévenues, ses propositions misérables et démagogiques d'hier deviennent une très mauvaise blague.

Le Président Bush n'a pas l'autorité morale ni la crédibilité nécessaires pour juger quelqu'un. Il devrait, en tout cas, être jugé par ses crimes.

L'arrogance et l'hypocrisie ont des limites. Le mensonge et le chantage ont des limites. Cuba rejette et condamne chacun des mots cyniques prononcés hier par le Président des Etats-Unis

M. le Président,

Cuba remercie l'Assemblée générale de la solidarité dont elle a fait preuve à son égard dans sa lutte contre le blocus et les agressions auxquels elle a dû faire face pendant presque cinq décennies.

Cuba remercie ceux qui l'ont soutenue dans sa lutte acharnée contre le terrorisme et qui se sont manifestés en faveur de la libération des cinq cubains combattants anti-terroristes incarcérés injustement aux États-Unis.

Cuba luttera aux côtés de tous les membres du Mouvement des pays non alignés afin de parvenir à un ordre international plus juste et démocratique, dans lequel la guerre, l'agression et le sous-développement aient disparus de la surface de la Terre.

On pourra nous reprocher d'être des rêveurs, mais nous luttons avec la conviction que les rêves d'aujourd'hui sont les réalités de demain.

Nous luttons en étant convaincus que même s'il existe des hommes sans dignité, il en existe d'autres qui ont en eux la dignité de beaucoup et qui portent en eux un peuple entier, qui portent en eux la dignité de l'humanité.

Merci beaucoup.